



## Ministère de la Santé et des Solidarités

### DIRECTION GENERALE DE LA SANTE

#### Sous-direction des pathologies et de la santé

*Bureau des maladies infectieuses  
et de la politique vaccinale*

Affaire suivie par : Paule Deutsch

Tél. : 01 40 56 72 38 Fax : 01 40 56 78 00

Courriel : paule.deutsch@sante.gouv.fr

#### Sous-direction de la gestion des risques et des milieux

*Bureau des eaux*

Affaire suivie par : Jean-Nicolas Ormsby

Tél. : 01 40 56 51 52 Fax : 01 40 56 50 56

Courriel : jean-nicolas.ormsby@sante.gouv.fr

#### Département des situations d'urgence sanitaires

Affaire suivie par : Marie Bâville

Tél. : 01 40 56 61 33 Fax : 01 40 56 56 54

Courriel : marie.baville@sante.gouv.fr

### Le ministre de la Santé et des Solidarités

à

**Mesdames et Messieurs les préfets de région,**  
Directions régionales des affaires sanitaires et sociales  
(pour information)

**Mesdames et Messieurs les préfets de département**  
Directions départementales des affaires sanitaires et sociales  
(pour attribution)

**Mesdames et Messieurs les directeurs des agences  
régionales de l'hospitalisation**  
(pour information)

**CIRCULAIRE N°DGS/SD5C/SD7A/DESUS/2005/323 du 11 juillet 2005** relative à la diffusion du guide d'investigation et d'aide à la gestion d'un ou plusieurs cas de légionellose.

Date d'application : pour diffusion et mise en œuvre immédiate.

NOR :

Grille de classement :

**Résumé** : La présente circulaire a pour objectif de fournir aux services déconcentrés un guide d'investigation et d'aide à la gestion d'un ou plusieurs cas de légionellose. Il vise à indiquer la conduite à tenir en matière d'investigation épidémiologique et environnementale : recueil et interprétation des données.

**Mots-clés** : surveillance, légionellose, cas isolés ou cas groupés, investigation épidémiologique, enquête environnementale, mesures de gestion, communication.

**Textes de référence** :

- Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants, relatifs à la police municipale, et l'article L 2215-1, relatif aux pouvoirs du représentant de l'Etat dans le

département ;

- Code de la santé publique et notamment dans sa partie I, Livre III, Titre II relatif à la sécurité sanitaire des eaux et des aliments et dans sa partie III, Livre I, Titre I relatif à la lutte contre les épidémies et certaines maladies transmissibles ;
- Code de l'environnement et notamment son Livre V titre 1<sup>er</sup> relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Loi relative à la politique de santé publique n°2004-806 du 9 août 2004 ;
- Décret n°2004-1331 du 1<sup>er</sup> décembre 2004 modifiant la nomenclature des installations classées et créant la rubrique 2921 relative aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air ;
- Décret n°77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêtés ministériels du 13 décembre 2004, fixant les dispositions à respecter par les installations de la rubrique 2921 ;
- Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux installations fixes destinées au chauffage et à l'alimentation en eau chaude sanitaire des bâtiments d'habitation, de bureaux ou locaux recevant du public ;
- Arrêté du 14 octobre 1937 modifié relatif à l'analyse des sources d'eaux minérales (modifié par l'arrêté du 19 juin 2000 relatif au contrôle des sources minérales) ;
- Circulaire DGS/SD7A/DHOS/E4/2005/286 du 20 juin 2005 relative au référentiel d'inspection des mesures de prévention des risques liés aux légionelles dans les établissements de santé.
- Circulaire du 24 février 2004 relative au recensement des tours aéro-réfrigérantes humides dans le cadre de la prévention du risque sanitaire lié aux légionelles ;
- Circulaire DHOS/E2-DGS/SD5C n°21 du 22 janvier 2004 relative au signalement des infections nosocomiales et à l'information des patients des établissements de santé.
- Circulaire DGS/SD7A n°633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Circulaire DGS n°2002/273 du 2 mai 2002 relative à la diffusion du rapport du Conseil supérieur d'hygiène publique de France relatif à la gestion du risque lié aux légionelles ;
- Circulaire DGS/SD7A/SD5C-DHOS/E4 n° 2002/243 du 22 avril 2002 relative à la prévention du risque lié aux légionelles dans les établissements de santé ;
- Circulaire DGS/SD7A/2001/575 du 29 novembre 2001 relative à l'enquête sur le bilan de la mise en œuvre de l'arrêté du 19 juin 2000 modifiant l'arrêté du 14 octobre 1937 modifié relatif au contrôle des sources d'eaux minérales ;
- Circulaire DGS/VS4/2000/336 du 19 juin 2000 relative à la gestion du risque microbien lié à l'eau minérale dans les établissements thermaux ;
- Circulaire DGS n° 98/771 du 31 décembre 1998 relative à la mise en œuvre de bonnes pratiques d'entretien des réseaux d'eau dans les établissements de santé et aux moyens de prévention du risque lié aux légionelles dans les établissements à risque et dans celles des bâtiments recevant du public ;
- Note DGS/SD5B n°03/058 du 21 février 2003 diffusant la procédure d'alerte DGS / Services déconcentrés / InVS / CIRE ;
- Guide de gestion du risque lié aux légionelles – Conseil Supérieur d'hygiène publique de France – Novembre 2001.

**Texte abrogé :** Circulaire DGS n° 97/311 du 24 avril 1997 relative à la surveillance et à la prévention de la légionellose.

**Annexe :** Le risque lié aux légionelles – Guide d'investigation et d'aide à la gestion.

L'occurrence de cas de légionellose nosocomiale ou communautaire signalés aux autorités sanitaires ces dernières années, liés à la contamination de réseaux d'eau chaude sanitaire ou à celle de tours aéro-réfrigérantes humides (TAR) a renforcé la nécessité pour les services de l'Etat de disposer d'éléments actualisés sur la maladie et les différentes sources de contamination par les légionelles.

Dans ce contexte, la Direction générale de la santé a décidé d'actualiser et de compléter par des outils d'aide à la gestion du risque, le guide d'investigation d'un ou plusieurs cas de légionellose annexé à la circulaire DGS/VS2 n°97/311 du 24 avril 1997.

Le guide annexé à la présente circulaire est destiné principalement aux médecins inspecteurs de santé publique et aux ingénieurs du génie sanitaire des DDASS.

Ce guide a pour objectif de limiter le risque d'épidémie de légionellose en définissant la conduite à tenir devant un ou plusieurs cas de légionellose et face à une contamination environnementale par les légionelles. Il inclut les données les plus récentes sur l'agent pathogène, la légionellose et les bases juridiques et techniques de la prévention et de la gestion du risque lié aux légionelles.

Cette information, présentée sous forme de fiches, doit permettre aux services déconcentrés d'améliorer les délais de prise en charge diagnostique et thérapeutique des cas de légionellose sporadiques ou groupés ainsi que les délais d'intervention environnementale afin de maîtriser les sources de diffusion d'aérosols d'eau susceptibles d'être contaminés.

Aussi, je vous demande de diffuser cette circulaire et le guide annexé, dans les plus brefs délais, aux médecins inspecteurs de santé publique et aux ingénieurs du génie sanitaire. Vous diffuserez également ce guide aux DRIRE, STIIC et DDSV (services de l'Inspection des installations classées) et aux services communaux d'hygiène et de santé (SCHS), pour une meilleure coordination des différents services dans la gestion du risque lié aux légionelles.

Ce guide est téléchargeable depuis le site Internet du ministère chargé de la santé (adresse Internet : [www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr), rubrique santé, dossier légionellose).

Je vous serai obligé de me faire part des difficultés que vous pourriez rencontrer dans l'utilisation de ce guide.

Pour le ministre et par délégation  
Le Directeur Général de la Santé

*signé*

Professeur Didier HOUSSIN

## ANNEXE

- Le risque lié aux légionelles - Guide d'investigation et d'aide à la gestion (1<sup>er</sup> juillet 2005).